

Association Franc Comtoise des Amitiés Franco Chinoises



5 C rue du Bougney 25000 Besançon France.
Tel : (33) 09 60 02 01 06. www.chine-franche-comte.asso.fr

Le 27 janvier 2014 marque le cinquantième anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la France et la Chine.

L'Association Franc-Comtoise des Amitiés franco-chinoises présente un document relatif à ce moment particulier qui a scellé les relations entre les deux pays et qui montre le rôle historique primordial que le Président Edgar Faure a pu jouer à cette occasion.

Edgar Faure et la Chine

L'Association des Amitiés Franco-Chinoises (AAFC) a été fondée en 1954. Un de ses objectifs fondamentaux était d'œuvrer en vue de l'établissement de relations diplomatiques entre la France et la Chine.

A l'époque, l'AAFC était une association nationale constituée de Comités locaux.

En 1993, l'actuelle Fédération des Associations franco-chinoises (FAFC) lui succède.

L'AAFC éditait la revue trimestrielle « *Aujourd'hui la Chine.* »

Le numéro 37 d'avril 1984 a publié cet entretien exclusif avec le Président Edgar Faure.

Rencontre avec Edgar Faure

Il y a vingt ans, le Général de Gaulle renouait avec la République Populaire de Chine après avoir chargé le Président Edgar Faure d'étudier avec les autorités chinoises les modalités d'une normalisation. Dans le cadre des manifestations destinées à célébrer cet anniversaire, la rédaction d'Aujourd'hui la Chine a recueilli les souvenirs du Président Edgar Faure. L'interview a été réalisée par Michel Cartier et Isabelle du Breuil.

A.L.C. – *On fête cette année le vingtième anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la France et la République Populaire de Chine. Vous avez joué un rôle primordial dans cette reconnaissance. Pourriez-vous rappeler aux lecteurs d'Aujourd'hui la Chine dans quelles circonstances le Général de Gaulle vous a chargé de cette délicate mission ?*

Edgar Faure. – J'ai été le premier homme d'Etat occidental à être invité en Chine Populaire. J'ai été invité en 1955 et je m'y suis rendu en 1957. Cette

invitation était due, je crois à plusieurs circonstances. D'une part, en général, ma réputation d'ouverture d'esprit et de libéralisme ainsi que de lucidité en politique internationale. C'est un fait qu'au cours d'un discours prononcé au Sénat en tant que Président du Conseil, j'avais indiqué qu'il n'était pas réaliste de croire que la Chine se trouvait située à Taïpeh et qu'il faudrait bien revoir cette question. J'avais également eu l'occasion de faire un premier geste en rétablissant les relations de presse entre les deux pays par l'échange de représentants des agences. J'avais également reçu à Matignon un groupe de jeunes Chinois qui visitaient la France et dont on m'avait informé de la venue. J'ai tenu à les inviter et à leur dire quelques mots. Mao Zedong avait été très sensible et me l'a rappelé l'année suivante. J'ai donc été invité ; je me suis rendu en Chine en 1957 et j'ai fait un assez long voyage d'environ six semaines. J'ai retracé mes impressions dans des articles parus notamment dans *Le Figaro*, dans mon livre « *Le Serpent et la Tortue* » et dans un livre de ma femme Lucie qui s'appelle « *Journal d'un voyage en Chine.* » Dans mon livre « *Le Serpent et la*

DESORIENTER LES INDISCRETS

Tortue, » (voir des extraits en page 4) j'avais préconisé le rétablissement des relations diplomatiques et j'avais étudié la question en indiquant qu'on pourrait laisser un consulat à Formose. Le Général de Gaulle m'a écrit pour me faire savoir qu'il était très intéressé mais que dans l'état de désagrégation de l'Etat français il n'y avait pas grand-chose à faire pour l'instant. Par la suite, le Général de Gaulle m'a fait venir, en 1961, pour me demander ce que je pensais du problème mais, après une conversation, il nous est apparu qu'il était prématuré de faire une reconnaissance directe car la France était alors engagée dans la guerre d'Algérie et elle pouvait redouter que la Chine ne reconnaisse le Front de Libération. J'avais préconisé au Général de Gaulle de pousser dans un certain sens les relations économiques et culturelles, mais finalement cela n'a pas été suivi d'effet et nous sommes ainsi parvenus en 1963.

UNE CONJONCTURE NOUVELLE

En 1963, j'étais préoccupé de la situation mondiale et j'avais fait le projet de faire moi-même un voyage en Chine. Je me suis rendu à Berne où j'ai vu l'ambassadeur de Chine qui m'a ensuite transmis une invitation officielle de son gouvernement. Entre-temps, le Général de Gaulle m'avait fait demander de venir le voir. Il était très inquiet de la situation en Extrême-Orient et avait fait, le 11 ou 12 août 1963, une déclaration qui avait surpris au sujet de ces problèmes. Quand je suis allé le voir, il m'a reçu en privé et m'a demandé ce que j'en pensais, s'il n'y avait pas quelque chose à faire vis-à-vis de la Chine. Je lui ai dit, autant j'étais négatif il y a deux ans, autant la situation me semblait favorable aujourd'hui car les Chinois sont en difficulté avec les Russes, ce qui leur fera apprécier davantage un geste de notre part. Avec les américains, nous avons déjà acquis un gros contentieux, alors un peu plus ou un peu moins n'y change rien ; et surtout, nous sommes délivrés de l'affaire d'Algérie. Alors, il m'a dit : voulez-vous y aller de ma part ? Je lui ai répondu : oui, mais que j'avais déjà préparé ce voyage, par coïncidence. Il a donc été convenu que ce voyage deviendrait un voyage officiel de ma part, officiel mais non public.

Cela se passait à l'automne 1963. J'ai donc vu l'ambassadeur à nouveau. Je lui ai expliqué que je venais comme représentant personnel du Général de Gaulle, mais non publiquement. Et le Général m'a donné une lettre pour m'accréditer auprès des dirigeants chinois, mais cette lettre était adressée à moi et non pas à eux étant donné l'absence de relations.

Je me suis donc rendu de nouveau en Chine, accompagné de ma femme Lucie ; j'y ai passé quinze jours. Je me suis arrêté, à l'aller au Cambodge et, au retour en Inde, de façon à faire un voyage complet et en même temps désorienter les indiscrets. J'avais fixé la durée de mon voyage de façon très stricte, de manière à éviter de me perdre dans des négociations indéfinies. Je suis parti à la date que j'avais prévue et je suis resté en tout quinze jours, dont trois ou quatre jours en voyage organisé par le gouvernement chinois, en réalité pour pouvoir réfléchir, adopter une attitude. D'ailleurs, j'étais avec un diplomate avec qui nous étudions les problèmes et qui en référerait chaque jour à Pékin. Le fait est que les Chinois étaient tout à fait désireux de rétablir leurs relations avec la France ; le seul point de difficulté était un problème juridique relatif à la situation de Formose. Ce problème paraissait insoluble pour les diplomates, mais il ne l'était pas pour des juristes et je me suis refusé à déclarer aux Chinois que nous romprions nos relations avec Formose. Mais je leur ai rappelé avec insistance que nous appliquerions le droit international. Alors, ils m'ont fait dire longuement ce que signifiait le droit international. La situation était très simple, à condition d'être vue par une personne compétente en droit. Nous n'avions jamais rompu nos relations avec la Chine. Nous avons un chargé d'affaires qui se trouvait géographiquement à Formose, mais ce chargé d'affaires était ce qu'on appelle un chargé d'affaires *ad interim*, c'est-à-dire un remplaçant de l'ambassadeur. Dès l'instant que nous nommions un ambassadeur, il n'y avait plus de chargé d'affaires. Il suffisait donc de nommer un ambassadeur à Pékin pour que le chargé d'affaires à Formose disparaisse. La question s'est alors posée de savoir ce qui se passerait si Formose demandait à être reconnue en tant que Formose. Alors là, nous ne nous sommes pas mis d'accord parce que je pensais que le Général de Gaulle ne voudrait pas refuser, mais Zhou Enlai m'a dit : En somme, on n'est pas d'accord là-dessus ? Non. Eh bien, on n'a qu'à ne pas en parler. Il ne se produira rien. En effet, Chiang Kaishek voulait être considéré non pas comme Formose mais comme la Chine. Donc, il n'y avait pas de difficulté puisqu'il n'y avait qu'une Chine.

Nous avons fini par nous mettre d'accord et nous avons étudié deux modèles. Le premier était la reconnaissance politique réciproque et totale ; le second c'était l'amélioration et le développement des relations économiques et culturelles. Dans ce cas, les Chinois demandaient un traitement particulier qui aurait comporté le drapeau et le chiffre. Et finalement, puisque je travaillais moi aussi *ad referendum*, nous n'avons proposé qu'une seule solution pour que ce soit plus clair. Nous avons donc établi un protocole entre

Zhou Enlai et moi-même, en tant que représentant du Général de Gaulle, mais *ad referendum*, où nous avons prévu la reconnaissance et le rétablissement des relations diplomatiques entre la France et la Chine.

LA RECONNAISSANCE DIPLOMATIQUE

Je suis ensuite parti de Chine par Kunming. Je me suis rendu de là en Birmanie où j'ai mis mes notes au point. De Birmanie, j'ai gagné New Delhi d'où j'ai envoyé un attaché d'ambassade porteur de mon dossier pour le Président de la République. Le Général de Gaulle a donc étudié la question pendant les quinze jours que j'ai passés en Inde. Je suis revenu à Paris : j'ai revu le Général de Gaulle qui étudiait mon mémorandum, un jour facile à retrouver puisque c'est la date où Kennedy a été assassiné. J'étais dans son bureau quand on le lui a appris ; il m'a même dit : je vais y aller ; je vais aller à ses obsèques. Il a ajouté : cela va peut être changer des choses, mais enfin, on verra. L'idée de de Gaulle était que si nous reconnaissons la Chine, les Américains passeraient par notre intermédiaire pour négocier avec eux, et c'est, je crois, ce que Kennedy avait laissé entendre. Mais Johnson n'a pas adopté cette hypothèse. Malgré cela, le Général de Gaulle a décidé de procéder à la reconnaissance de la Chine au mois de février. A ce moment-là, pour préparer l'opinion, j'ai rédigé avec Monsieur Massy une interview que j'ai soumise au Général de Gaulle, qui l'a approuvée et dont il a fixé lui-même la date de publication. Il a ensuite fait un discours à la télévision, où il a d'ailleurs évoqué mon rôle et il a procédé aux opérations nécessaires. Il m'avait demandé, ainsi que Pompidou, si j'aurais été intéressé d'être le premier ambassadeur. J'ai décliné, en pensant que j'avais un rôle plus important à jouer dans la politique. Il n'insista pas et j'avais été en somme son premier ambassadeur puisque j'avais été son envoyé spécial. Par la suite, je pense que nous n'avons pas tiré le maximum de cette opération d'aucun côté parce que l'Amérique, sous la direction de Johnson, s'est montrée peu compréhensive et que, d'autre part, la Chine a été engagée dans la malheureuse affaire de la Révolution culturelle, de sorte qu'elle a pris beaucoup de retard. Retard qu'elle a rattrapé depuis. Quand je suis retourné en Chine en 1980, c'est-à-dire seize ans après, j'ai trouvé la situation pour ainsi dire au point où je l'avais laissée.

COMMUNISME A LA CHINOISE ET A LA SOVIETIQUE

A.L.C. – *Avec le recul du temps, voyez-vous la révolution chinoise comme quelque chose de radicalement différent du modèle soviétique ?*

Edgar Faure. – Il y a certainement des différences, il y en avait en tout cas beaucoup dans la pensée de Mao parce que, en réalité, Mao n'était pas un vrai marxiste. J'ai développé cette idée et je suis le seul, je crois. Mao était un révolutionnaire absolu, et il faut dire qu'il n'était pas parti du même point que Lénine et, à plus forte raison que les Soviétiques actuels, parce que la Chine, au moment de la naissance de Mao était plongée dans le Moyen-Age. C'était un pays où il y avait encore des brigands et des usuriers. C'était, en somme, la France du boucher Caboche. Alors, il a fait toutes les révolutions en même temps. Son esprit, que j'ai étudié dans ses poèmes, était un esprit révolutionnaire dans le style de la prise de la Bastille mais non pas dans celui de l'organisation communiste de la société. Alors les Chinois ont adopté, en courant, le modèle russe comme étant celui de la révolution la plus récente mais, en réalité, Mao n'y croyait pas tellement. Il a vu tout de suite que cette révolution était une nouvelle bureaucratie et, dans son idée, il fallait toujours lutter contre toute bureaucratie. C'était une sorte d'anarchisme, un mélange de l'idéologie de la Révolution de 1989 – 1993, et en même temps de l'anarchisme du temps d'Edouard Vaillant et de Ravachol, ou des Russes anarchistes comme Netchaïev. On sent qu'il y a moins d'organisation communiste qu'il n'y en a eu dans le régime communiste russe, et d'ailleurs, en ce moment, les Chinois ont pris quelques positions, notamment en ce qui concerne le revenu agricole, le remplacement du « bol de fer » par le « bol de porcelaine », pour reprendre l'image qu'utilisait devant moi Deng Xiaoping, ou encore en ce qui concerne les primes de rendement qui ne sont plus distribuées comme avant, même en l'absence de rendement. D'ailleurs, en France c'est un peu la même chose puisqu'on ne peut plus faire de différence et que les entreprises qui essaient de lutter contre l'absentéisme par des primes d'assiduité sont finalement obligées de les intégrer aux salaires et de les donner même aux gens qui ne sont pas assidus. Dans un certain sens, nous allons vers l'expérience chinoise alors qu'eux vont vers l'expérience française. Je pense qu'ils seraient moins absolus que les Russes en présence d'une résurgence du libéralisme.

A.L.C. – *Dans Le Serpent et la Tortue, vous vous montrez pourtant assez sceptique à l'égard de l'expérience des Cent Fleurs.*

Edgar Faure. – Les Cent Fleurs, c'était l'aspect culturel d'un mouvement de libération. Or, en Chine, il passe toujours une sorte de courant alternatif. Ils ne peuvent pas vivre dans le statique. Il y a donc tantôt un courant qui va dans le sens de la libéralisation mais aussitôt il y a des conséquences énormes, et alors on va dans l'autre sens. Arrivé là on voit que ce n'est pas bon et on retourne dans le premier sens. Dans chaque cas on dénonce soit les aventuristes de gauche, soit les contre-aventuristes de droite, et puis les anti-contre-aventuristes de gauche, et cela ne finit pas...

A.L.C. – *Une dernière question. Pensez-vous qu'il y ait une politique française envers la Chine et envers l'Extrême-Orient ?*

Edgar Faure. – Je pense qu'il doit y en avoir une. On ne peut pas tout dire, mais en tout cas, Monsieur Mitterrand est un homme capable de diriger une pareille politique. Il est allé en Chine ; je pense qu'il voit ce qu'il peut faire et, d'ailleurs j'observe certains gestes du côté de la Chine.



Edgar Faure et Mao Tse Tung : rencontre d'octobre 1963

**« Le Serpent et la Tortue.
Les problèmes de la Chine Populaire »
Paris, Julliard, 1957.**

Quelques extraits significatifs.

Introduction (p. 16) :

« ... En étudiant les problèmes originaux de la Chine communiste, je n'oublierai jamais longtemps le problème symétrique de notre propre attitude vis-à-vis de la Chine communiste et des relations entre le capitalisme et le communisme ; entre l'Ouest et l'Est... Je demeure entièrement favorable à une politique nouvelle, plus ouverte, plus assurée, plus hardie, de la part des puissances occidentales (et particulièrement de la France) à l'égard des pays communistes (et particulièrement de la Chine) »

Entretien avec M. Tchou en Lai (p. 36) :

« M. Tchou en Lai évoque son séjour de quatre années en France de 1924 à 1927. Il y a travaillé comme étudiant et aussi comme ouvrier à Paris et à Rouen. Il comprend d'ailleurs visiblement le français bien que je ne l'ai entendu prononcer que quelques mots. Pendant notre soirée avec Mao Tse Tung sa science sera plus apparente. C'est chez vous, nous explique-t-il, que je me suis converti au communisme. J'observais, je partageais la condition de mes camarades ouvriers. J'ai conclu qu'il n'était pas possible de transformer les

salariés en capitalistes, mais qu'il était possible de transformer les capitalistes en salariés. Ce propos est dit comme une boutade ; et cependant n'est-ce pas exactement ce qui a été fait ici en sept ans ?/ »

Concernant la question de la reconnaissance (p.37) :

« La question... fait partie d'un complexe diplomatique avec la question de l'O.N.U. et la question de Formose... La Chine populaire ne saurait concevoir d'être placée sur le même pied que Formose... Elle n'accepte pas de se trouver en double avec Taipeh dans un réseau diplomatique quelconque, Pékin préfère de beaucoup le statu quo, dont, après tout, elle ne souffre guère. »

Entretien avec Mao Tse Tung (p. 51)

A propos des inquiétudes chinoises relatives aux tensions Est – Ouest :

« La France, me dit Mao Tse Tung, peut jouer à nouveau un rôle de rapprochement, de médiation... La France a une histoire glorieuse... Elle est plus qualifiée que la Chine pour jouer un tel rôle, il lui revient plus qu'à nous. Encore la modestie chinoise, nuancée de courtoisie et pleine de fierté. C'est parce que la Chine fait des progrès bouleversants qu'elle peut insister sur ses « insuffisances », ses retards, son archaïsme. C'est parce qu'elle a retrouvé l'indépendance et l'unité nationale qu'elle peut sans risque user de discrétion.»

Le paradoxe de la non reconnaissance (p.52) :

« Juridiquement et diplomatiquement, pour une partie de l'Occident, Mao Tse Tung et la Chine de Mao Tse Tung n'existent pas ! Est-il pourtant un seul homme d'Etat qui gouverne un pays aussi peuplé ? En est-il un qui gouverne, où que ce soit, avec plus de pouvoir que lui ? En est-il un seul aujourd'hui – en fût-il jamais beaucoup – qui s'identifie pareillement avec une nation et avec un peuple – dans le mouvement même de l'Histoire ? Quel avantage avons-nous à méconnaître une aussi évidente, une aussi formidable réalité ? »...

« Nous avons voulu, à notre tour, construire un mur autour de la Chine – mais c'est nous qui nous enfermons à l'extérieur. Cette attitude a pu se justifier au début, par le cours des circonstances et par la réaction des sensibilités. Mais maintenant ? Avons-nous perdu le sens du mouvement ? Allons-nous rester immobiles comme la pierre, à côté des ces pierres qui s'éboulent ? En face de la Chine Nouvelle, serons-nous les disciples imprévus de ses Empereurs qui régnèrent il y a deux mille ans ? Opposerons-nous aux hommes de la Longue Marche la stratégie et la diplomatie des Grandes Murailles ? »

Extraits de la conclusion (p. 235 – 236) :

« ... Il faut affranchir et développer des relations de tous ordres, économiques et culturelles avec la Chine... Notre attitude de résistance et de refus va à l'encontre de ce que nous souhaitons obtenir. Il faut aider la Chine dans l'immense effort que tente ce peuple pour sortir de l'ornière d'un retard de plusieurs siècles. Il faut l'aider à accomplir sa modernisation, car seule cette modernisation peut la rapprocher de nous, économiquement et politiquement. Il faut l'aider aussi parce que la conscience que prendront les dirigeants chinois et le peuple chinois de nos dispositions à leur égard sera par elle-même un très grand progrès dans cette voie.

Les peuples sous-développés, les peuples qui viennent d'accéder à l'indépendance, sont des peuples susceptibles. Pour la Chine, le contraste extraordinaire entre sa force écrasante et son profond archaïsme, dans la lumière de sa nouvelle volonté de vivre, crée un complexe de fierté et de modestie, ce mélange d'accablement et de confiance que j'ai observé chez Mao Tse Tung ; et, par conséquent, cette susceptibilité ne peut qu'être portée à l'extrême. »



Première rencontre, en mai 1956, entre le Président Mao Zedong et le Président Edgar Faure.



Edgar et Lucie Faure rencontrent Zhou Enlai en octobre 1963. Mission en vue de l'établissement des relations diplomatiques.